# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE No 20 / 6 AVRIL 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE


*la querelle PS-PC*

# DEJA LA BATAILLE POUR LE PARTAGE DES PORTEFEUILLES MINISTERIELS

En recourant au suffrage universel, en organisant un référendum, sur l'Europe, Pompidou le no 1 de l'équipe qui gère actuellement les intérêts du capital, a en tête deux préoccupations.

D'une part il veut camoufler aux yeux des exploités et des opprimés le vrai visage de la domination qu'exerce le capital sur les travailleurs. Il s'agit de cacher la paupérisation accrue qui frappe les ouvriers dans leur pouvoir d'achat, dans leur emploi, dans leurs conditions de travail, il s'agit de cacher l'appauvrissement et l'expropriation systématique qui frappent les paysans pauvres ; il s'agit de cacher les instruments qui permettent de perpétuer cette domination et cette exploitation, de réprimer les luttes qu'elle engendre : l'armée, la police, la justice. Pour cela, il faut pour Pompidou diffuser l'illusion que le peuple exerce effectivement le pouvoir par l'intermédiaire de son bulletin de vote, que la question de l'Europe est effectivement déterminante pour "assurer le plein emploi, le relèvement du niveau de vie, l'amélioration des conditions de travail, pour assurer à notre agriculture des possibilités accrues de développement" (déclaration préélectorale de Pompidou).

Mais d'autre part, cette "mascarade démocratique" qui doit cacher le vrai visage de la dictature de la bourgeoisie, Pompidou, l'UDR et les autres partis au gouvernement ne veulent pas l'utiliser au profit d'autres, au profit des multiples candidats à la gestion des intérêts du capital, en premier lieu le PS et le P"C". Pompidou sait très bien qu'il ne pourra continuer à bénéficier de ses sinécures qu'à condition de bien jouer son rôle, bien duper les masses, et qu'en cas de discrédit de l'UDR devant les masses, le capital, tant qu'il pourra maintenir sa façade, n'hésitera pas à changer d'équipe gestionnaire de ses intérêts. L'exemple de l'Angleterre, justement, est édifiant sur ce point, où 2 partis, conservateur et travailliste, alternent régulièrement au pouvoir, le capital remplaçant l'un par l'autre quand les masses commencent à désavouer ouvertement sa politique. Aussi en France, pour préserver ses privilèges par rapport aux autres partis qui ne sont pas au pouvoir, l'UDR est-elle particulièrement active à discréditer ses concurrents les plus directs, à les diviser. Tel est l'intérêt de Pompidou d'organiser un référendum sur l'Europe où PS et P"C" sont clairement en désaccord.

La presse bourgeoise a donné un large écho aux contradictions qui sont nées entre le P"C" et le PS à cette occasion, mais qui ne remettent pas en cause ce qui fonde l'unité de ces 2 partis : tous 2 sont d'ardents diffuseurs dans les masses du mythe de "l'unité de la gauche" ; les partis de Marchais et Mitterand sont d'accord pour répandre systématiquement dans les masses, que leur exploitation ne pourra prendre fin, que si se réalise un cartel électoral entre PS et P"C". Face à la surexploitation qu'il subit, le peuple se voit proposer comme seul objectif l'horizon d'une victoire du cartel PS-P"C" aux législatives de 73. Pour ces deux partis, ne pas briser cette illusion est effectivement la condition pour qu'en cas de carence de l'UDR en 73, le capital puisse les appeler pour gérer ses intérêts. Mais alors d'où proviennent les divergences ? D'où provient que Mitterand et Marchais criant pendant une semaine au piège à éviter, donnent tous deux la tête dans le panneau ?

Pour le P"C" une préoccupation essentielle : prouver qu'il est un parti de gouvernement. Depuis plusieurs mois il a déclenché une vaste offensive, publication d'un programme de gouvernement largement diffusé, auquel font largement référence dans leur propagande les plus petites cellules révisionnistes, publication du livre "quand nous étions ministres" qui rappelle qu'en 44-47 la bourgeoisie avait accepté les membres du P"C"F dans le gouvernement et qu'elle n'avait pas eu à s'en plaindre... Mais il a encore beaucoup à prouver pour convaincre certaines couches de la petite bourgeoisie soucieuse de la façade démocratique et apeurée par le visage sanglant des dictatures fascistes exercées à Moscou, Prague et Varsovie. Une non participation au référendum aurait pu passer pour un refus des règles du jeu de la démocratie bourgeoise, le P"C" ne pouvait se le permettre. En plus, le précédent de 69 (abstention au 2e tour des élections présidentielles) ne doit pas trop se répéter, ce serait pour le P"C" avouer devant la classe ouvrière que le suffrage universel accordé par la bourgeoisie est un cadeau empoisonné. Telles sont les raisons essentielles qui ont poussé le P"C" à voter non, qui le poussent à essayer d'utiliser le mécontentement de la classe ouvrière pour remplir les urnes de "non".

Pour le PS, la situation est différente. Lui n'a pas à faire la preuve devant la petite bourgeoisie qu'il accepte les règles de la démocratie bourgeoise, toute son histoire particulièrement depuis 50 ans convaint qu'il est un gérant loyal des intérêts capitalistes. Depuis l'échec de Deferre aux présidentielles de 69, c'est un nouveau visage qu'il s'efforce de présenter aux masses. Mitterand est allé chercher son exemple au Chili où Allende, l'actuel président chilien, et aussi président du PS local, a su mener au pouvoir une coalition électorale regroupant le parti révisionniste et d'autres petits partis, et où actuellement il gère les intérêts capitalistes, réprimant les grèves ouvrières (mines de cuivre), réprimant les paysans qui exproprient les propriétaires fonciers. Les leçons retenues par Mitterand, c'est que le PS chilien a pu arriver à ses fins parce qu'il avait acquis une base de masse entre autre dans la classe ouvrière, qu'il contrôlait une centrale syndicale et qu'il avait un poids important face au P"C". Ce qui explique les dernières initiatives du PS : tentative de s'implanter dans la classe ouvrière par la création de sections d'entreprises du PS, par la volonté de nouer des liens privilégiés avec la CFDT en reprenant certains de ses mots d'ordre réformistes (autogestion, socialisme démocratique) ; tentative de récupérer une fraction de la petite bourgeoisie politisée par mai 68, en reprenant certaines de ses revendications ou mots d'ordre, dernièrement en prenant part aux manifestations contre l'assassinat d'Overney. Chaque fois le PS essaye d'apparaître dans les masses comme indépendant du P"C" ; il acceptera d'autant mieux des initiatives communes avec le P"C" que le rôle hégémonique de ce dernier n'apparaîtra pas. Le choix de l'abstention au référendum est justifié, outre le désir de ne pas désavouer ouvertement son programme qui s'affirme pour l'Europe par le désir constant chez le PS de ne jamais apparaître comme à la traîne du P"C".

Ainsi, cette querelle sur le non ou l'abstention que chacun, PS ou P"C", présente comme le meilleur moyen de résister à la politique capitaliste, n'est qu'une sordide bataille pour savoir qui va diriger le futur gouvernement, comment vont se partager les portefeuilles. Partout dénonçons cette manœuvre de manipulation des masses.

## GRANDE OFFENSIVE DU PEUPLE VIETNAMIEN

Le 30 mars, le peuple et les forces armées du Vietnam ont lancé une offensive de grande envergure dans le nord du Sud-Vietnam. C'est ce que redoutaient plus que tout, Nixon et ses fantoches de Saïgon.

En étendant la guerre aux autres pays d'Indochine, Nixon espérait disperser les forces patriotiques indochinoises, et ne leur laisser aucun arrière sûr. En bombardant massivement la République Démocratique du Vietnam et la piste Ho-Chi-Minh, il espérait saboter le ravitaillement du Front. En intensifiant la vietnamisation, en grossissant l'armée fantoche de Saïgon, il espérait se débarasser sur des indochinois du sale boulot de combattre d'autres indochinois. Tout cela a échoué : l'extension de la guerre n'a fait qu'accroître l'unité des peuples d'Indochine, les bombardements n'ont pas mis la RDVN à genoux ; quant aux armées fantoches, elles n'ont ramassé que des défaites cuisantes, au Laos, au Cambodge, et au Sud-Vietnam.

Ce que les agresseurs yankees et leurs valets ont tout fait pour éviter est arrivé : une offensive des forces populaires. Les américains ont immédiatement mis en branle leur force aérienne et repris les bombardements sur la RDVN. Les forces armées populaires de libération qui ont engagé dans l'offensive des forces très importantes, y compris des chars et une artillerie lourde, ont déjà remporté des victoires en repoussant les armées fantoches. L'armée fantoche de Saïgon, déjà fortement ébranlée et démoralisée par ses défaites précédentes, risque fort de ne pas se relever de ce coup-ci.

HORS D'INDOCHINE LES AGRESSEURS YANKEES ET LEURS LAQUAIS.
LES PEUPLES D'INDOCHINE VAINCRONT.

# UN JEUNE BASQUE ASSASSINE

Yon, jeune Biscayen de 22 ans, habitait à St-Jean-de-Luz, en qualité de réfugié politique depuis un an. Ce jeune homme était un militant de E.T.A. (mouvement socialiste, révolutionnaire Basque de libération nationale).

Ces jours derniers, Yon, en compagnie d'autres militants, préparait la campagne d'Aberri-Eguna (Fête de la Patrie) en Euskadi-Sud. Lors de cette action, la police au service de l'oligarchie fasciste espagnole, l'a criblé de balles dans le dos de la même manière qu'ils tuèrent Txabi Etxebarriéta, militant d'E.T.A., le 7 juin 1968. Il est étrange de constater l'apparition simultanée de surveillance des deux côtés de la frontière (C.R.S.) et gardes civils) les jours précédents et le jour même de sa mort. Cela ne montre-t-il pas l'entente entre les valets de l'oligarchie fasciste espagnole et les valets de l'oligarchie française ? Quelle est la responsabilité de la police française ?

Cela n'est pas étonnant car les capitalistes français et espagnols ont beaucoup d'intérêts communs ! Bien sûr, la police essaye de faire très bien son travail de défense des intérêts capitalistes ; elle est payée pour cela ! ...

Non Yon, ta force patriotique révolutionnaire ne se perdra pas.

Ta soif de justice, ton sacrifice ne se perdront pas malgré les coups de feu, malgré le temps ! Ta lutte est la notre ton sens de sacrifice sera la nôtre.

- **Vive la solidarité combattante des peuples en lutte pour la libération nationale et le socialisme !**
- **Vive la lutte révolutionnaire des travailleurs d'Euskadi !**
- **Gora Euskadi Askatuta !**

E.T.A.

# L'EUROPE CAPITALISTE S'ARRACHE A LA TUTELLE US ET REVENDIQUE SA PART DANS LE PARTAGE DU MONDE...

L'histoire de l'Europe de l'Ouest au cours des 15 dernières années, c'est l'histoire du développement inégal, inevitable des puissances impérialistes (USA, Grande Bretagne, RFA, France Italie). Développement inégal qui entraîne constamment de nouvelles alliances, de nouvelles contradictions avec pour seules issues ou bien la guerre impérialiste, comme en 1914, en 1939 , ou bien la Révolution prolétarienne armée (octobre 1917 en Russie). De 1945 à nos jours, l'essentiel de l'évolutin, c'est, d'une part, le déclin de la suprématie US en Europe, le déclin de l'impérialisme anglais ; d'autre part, le redressement des impérialismes continentaux : RFA, France et Italie.

## L'HEGEMONIE US EN EUROPE : LES ANNEES 50

L'impérialisme US s'est énormément enrichi et renforcé grâce à la 2e guerre mondiale. Les USA veulent alors prendre la succession directe d'Hitler et de son plan d'hégémonie mondiale et de destruction du camp socialiste. Ils visent donc à faire de l'Europe ruinée par la guerre une vaste base avancée US économique et militaire, une simple province de l'empire mondial US.

Le mot d'ordre d'"Europe Unie" signifie alors : Europe unie sous direction Yankee.

En 1947, est créée l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE). De 1948 à 1952, est mis en application le plan Marshall soi-disant plan d'aide à la reconstruction économique de l'Europe. En Avril 1951 est instituée la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui doit coordonner le marché de ces produits de base. Tous ces plans et ces organismes d'intégration économique sont impulsés par les USA. Ils tendent à subordonner l'économie européenne au capital US : le plan Marshall, par beaucoup de ses aspects s'apparente aux plans d'"aide" qui enchaînent les néocolonies aux pays impérialistes (écoulement forcé des surplus US, obligation d'achats aux USA, limitation de la fourniture en machines). D'autre part, ils visent à spécialiser l'économie européenne, à en faire une simple succursale étroitement dépendante de l'industrie de guerre US.

De même, le capital US contraint la bourgeoisie française à lui ouvrir les portes de ses chasses gardées coloniales et prend part au pillage des matières premières en Afrique, en particulier des minerais rares indispensables à l'industrie de guerre (manganèse du Gabon, chrome de Nouvelle Calédonie).

La subordination politique et militaire de l'Europe dans cette période est encore plus claire : l'Allemagne désarmée est occupée par l'armée US principalement. Dès 1948, le Traité de Bruxelles, puis, en 1949, le traité de l'OTAN soumet l'ensemble du potentiel militaire européen (GB y compris) à l'état-major US. Les USA implantent, comme en pays conquis, un réseau de bases US du Groënland à la Turquie, de la Navarre à Naples. Rien qu'en France, il y aura 40 bases US. Le monopole atomique jalousement gardé par les USA n'est partagé qu'avec la Grande Bretagne.

Le chantage US vis à vis des bourgeoisies européennes est net : si vous voulez réprimer la révolution dans vos métropoles et dans vos colonies, vous n'avez pas le choix ; vous devez accepter notre hégémonie politique et militaire. La France est même obligée d'entamer son monopole colonial : en 1951, elle accepte l'installation de 7 bases US au Maroc.

Pourtant, au cours même de cette période, l'hégémonie US, incontestable, commence déjà à être battue en brèche. L'économie US qui avait connu durant la guerre un rythme exceptionnel de croissance plafonne en 1948 (crise de surproduction) et connaît dès lors, une succession de brèves phases d'expansion entrecoupées par des crises ou des récessions (52, 58). D'autre part, le formidable déployement de son appareil militaire mondial, s'il peut stimuler momentanément et artificiellement la production, commence à peser lourdement sur l'économie US. Au contraire, la nécessité, pour les pays européens de reconstruire leur économie ruinée leur permet un rythme élevé de croissance, notamment en Allemagne ("le miracle allemand"). Même en France, où la bourgeoisie mène une guerre coloniale coûteuse au Vietnam, les rythmes d'accroissement annuel de la production industrielle sont élevés (20 % en 1947, 10 % en 1945). Certains monopoles français ont su utiliser les crédits US et les besoins de l'industrie de guerre US pour se renforcer et se restructurer : c'est le cas de De Wendel et d'Usinor. D'autres capitalistes font fortune avec les commandes de guerre US : c'est le cas de Dassault et d'autres.

Dans le domaine colonial, la bourgeoisie française, si elle est battue et chassée par le peuple vietnamien à Dien Bien Phu (1954) et doit laisser la place, en Indochine, à l'impérialisme US, parvient malgré tout à limiter la pénétration US dans ses autres colonies et à conserver l'essentiel de ses positions. Elle reconquiert même rapidement, dès 1948, son monopole commercial colonial qui lui avait été enlevé par les USA à la faveur de la guerre.

De même, politiquement et militairement, le plan d'hégémonie mondiale US se heurte à d'énormes obstacles : la victoire de la révolution en Chine (1949), la défaite en Corée (1953) portent un coup décisif aux plans de l'impérialisme US qui comptait bien prendre la succession des fascistes japonais et se constituer, de la Corée à l'Indonésie, en y englobant la Chine, une gigantesque chasse gardée à exploiter.

En Europe, le plan US de CED (Communauté Européenne de Défense) pour assujettir plus étroitement le continent échoue finalement, en 1954, en grande partie grâce à la mobilisation des masses, notamment, en France. L'intégration de la RFA à l'OTAN en 1955 a une double signification : d'une part, les USA entendent utiliser à leurs propres fins militaires la puissance économique allemande. Mais d'un autre côté, l'impérialisme allemand a conquis le droit de se reconstituer une armée qui deviendra la plus puissante de l'Europe de l'Ouest, à qui il ne manque que la bombe atomique.

## LE REDRESSEMENT DES IMPERIALISMES EUROPEENS : LES ANNEES 60.

Dès la fin des années 50, et au cours des années 60, apparaissent les signes sensibles du déclin de l'impérialisme US : premières menaces sur le dollar, baisse continue des réserves d'or US, difficultés croissantes à faire face, par la répression, aux luttes de libération nationale (interventions au Congo, au Liban, à Saint-Domingue), et surtout défaite décisive et de plus en plus nette face à la guerre du peuple vietnamien et des peuples d'Indochine. La clique Krouchtchev, après avoir usurpé le pouvoir en Union soviétique, a collaboré de plus en plus ouvertement et activement avec l'impérialisme US pour saboter et réprimer les luttes de libération au nom de la soi-disant coexistence pacifique (Congo 1960, Laos 1962, Amérique latine, etc...). Elle a été extrêmement puissante pour retarder le déclin de l'impérialisme US. Mais, tout en collaborant avec Washington, les révisionnistes soviétiques n'ont pas cessé de leur disputer et de leur arracher des zones d'influence (Egypte, Inde) et donc aussi de l'affaiblir.

Durant cette période au contraire, les impérialismes européens se développent rapidement. De 1958 à 1962, par exemple, la production industrielle des six pays du Marché Commun augmente de 30 % mais celle des USA 18 % seulement, et celle de la Grande Bretagne de 13 %. En 1958, les six pays n'avaient que huit milliards de réserve-or en caisse. En 1971, ils en ont 35, alors que les réserves US sont descendues à 14.

Les processus de concentration et de restructuration du capital s'accélèrent (fusion). Les impérialismes européens, France et RFA notamment, reprennent dès 1957-1960 massivement leurs exportations de capitaux. C'est à partir de 1957 aussi que l'importation de main-d'œuvre s'accélère considérablement (algériens, espagnols puis portugais en France, grecs et turcs en RFA).

Dès lors, les efforts vers l'intégration européenne (création de l'Euratom en 56, traité de Rome instituant le Marché Commun en 57) tendent principalement et de plus en plus à favoriser le redressement économique de l'europe, son indépendance vis à vis des USA. En créant par la suppression progressive des barrières douanières un vaste marché européen : de 1958 à 1969, les échanges entre les six ont sextuplé. En coordonnant leur exploitation des colonies, en particulier celles d'Afrique, rapidement "décolonisées" par De Gaulle en 1960 : création du "fonds européen de développement", convention de Yaoundé 1963.

Politiquement durant cette période, c'est l'impérialisme français, avec De Gaulle comme chef de file, qui a exprimé principalement et dans son propre intérêt, la lutte des impérialismes européens pour se dégager de l'emprise US. Dès 1958 , il décide d'accélérer la fabrication de la bombe A pour briser le monopole nucléaire anglo-US-soviétique. Dès 1958 également, il annonce son intention de se dégager de l'OTAN, en retire graduellement ses forces navales

(suite page 3)

# HORS D'IRLANDE
## L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

Le 24 mars 72, Heath, premier ministre anglais, décide de placer l'Ulster sous contrôle direct de Londres ; il dissout le Stormont (le parlement d'Irlande du Nord) et le gouvernement de Belfast dirigé par Faulkner. Que manquait-il donc à l'impérialisme britannique pour détenir la totalité du pouvoir en Irlande du Nord ? Depuis longtemps, l'Irlande du Nord n'est qu'une colonie de l'impérialisme britannique (voir Front Rouge nº 12) ; et, en exploitant au maximum les divergences religieuses, Londres a fait de la bourgeoisie protestante un pion entre ses mains et, du gouvernement "unioniste", de Belfast, un fantoche à ses ordres. Ces dernières années, cette domination n'a fait que se renforcer. Londres a d'abord décidé de prendre lui-même en mains le fusil : en 1969, les premières troupes anglaises débarquent et participent directement à la répression ; en 1970, Londres fait dissoudre les unités de "B-spécials", les forces de répression de ses fantoches irlandais. Désormais, tout le pouvoir militaire est directement aux mains des britanniques. Quant au pouvoir politique, par toute une série d'accords, comme ceux de Wilson avec Chichester Clark en 69, Londres dicte ses ordres à Belfast. Telle est la politique britannique en Irlande, un politique imperialiste typique.

L'objectif nº 1 de l'impérialisme britannique, pour maintenir sa domination, était d'écraser le mouvement national et, plus spécialement la lutte armée du peuple irlandais. Des 5.000 soldats débarqués en avril 69, les troupes d'occupation atteignent aujourd'hui 15.000 hommes, avec tout l'arsenal de la répression coloniale : fouilles, arrestations arbitraires, tortures, assassinats... Dans cet arsenal, l'occupant avait placé de grands espoirs dans la loi dite "d'internement administratif" votée en août 71 et qui permet d'arrêter n'importe qui et n'importe comment : il espérait ainsi décapiter les forces nationalistes. Cette politique a échoué. Loin de décapiter le mouvement, elle n'a fait que le renforcer : de plus en plus d'irlandais s'engagent dans les rangs des combattants ; le peuple irlandais participe de plus en plus directement à la lutte contre l'occupant, des quartiers entiers de Belfast ou de Londonderry sont sous le contrôle des forces nationalistes. Même des organisations comme la branche "official" de l'IRA, qui rejettaient autrefois la lutte armée comme solution, sont obligées aujourd'hui d'y participer. La guerre a eu des prolongements jusqu'en Angleterre même, où récemment des manifestations massives réunissaient des travailleurs immigrés irlandais et des anglais contre l'impérialisme britannique. La répression coloniale n'a pas fait céder le peuple irlandais.

Dans ces conditions, il ne restait plus au gouvernement britannique qu'à mettre en jeu la traditionnelle double tactique de l'impérialisme : répression violente, et en même temps, tentatives de diviser les forces nationalistes, d'acheter les patriotes les moins solides. Déjà en 1969, l'impérialisme avait tenté d'acheter le peuple irlandais avec la carotte de l'électoralisme. Le 21 avril 69, les premiers 5.000 soldats britanniques débarquaient en Ulster ; le 23 avril, le Stormont votait l'introduction du suffrage universel, jusqu'alors inconnu en Irlande du Nord. Mais déjà en 69, les violentes émeutes d'août avaient brisé cette tentative de compromis.

Cette solution de compromis a toutes les chances de séduire une partie des forces nationalistes. En effet, la bourgeoisie catholique se contenterait volontiers de l'égalité des droits avec la bourgeoisie protestante, c'est-à-dire de partager avec la bourgeoisie protestante les miettes laissées par l'impérialisme britannique. C'est ce qu'exprime le programme de la branche "official" de l'IRA : libération des prisonniers politiques, égalité des droits civiques et suppression des discriminations religieuses. Ce programme, satisfaisant pour la bourgeoisie catholique, ne répond pas aux intérêts du peuple irlandais, chasser les troupes d'occupation et l'impérialisme qui s'accapare les richesses nationales.

Ce n'est pas un hasard si, depuis le début de l'année 72, on assiste, de la part de la bourgeoisie catholique, à une série de grandes manœuvres pour prouver sa "responsabilité" et sa capacité à tenir en mains le mouvement national : ce sont les grandes manifestations pacifiques, les différentes trêves, et les déclarations comme celle du "marxiste" Roy Johnston, dirigeant de l'IRA "official" : "Nous devons rallier à notre cause les partis protestants comme l'Alliance Party et le Parti Travailliste d'Irlande du Nord. Ce sont eux qui détiennent la clé de toute solution républicaine. Les "provos" du NRM ou les "gauchistes" de People's Démocraty ne peuvent que les effrayer".

Briser les révolutionnaires, pour offrir une alternative possible à la bourgeoisie : cela a des résonnances connues, et ne serait pas désavoué par le P."C".F.

Mais toutes les conditions ne sont pas encore remplies pour que l'impérialisme britanique puisse acheter la bourgeoisie catholique irlandaise. Le peuple irlandais, s'il persévère dans sa lutte de libération nationale et se donne une véritable direction révolutionnaire, peut encore maintenir à ses côtés la bourgeoisie patriote ; l'impérialisme doit donc abattre les patriotes les plus fermes. C'est ce qu'il s'est acharné à faire et continuera de tenter, mais visiblement sans succès. L'impérialisme britannique peut aussi forcer la bourgeoisie protestante à partager son gâteau, ce que, bien entendu, elle refusait jusqu'à maintenant. Tel est l'objectif des dernières décisions de Heath : imposer à plus ou moins long terme à la bourgeoisie protestante un compromis et un partage avec la bourgeoisie catholique : le maintien des intérêts de l'impérialisme britannique en Irlande est à ce prix. Cette décision a semé l'affolement et l'hésitation au sein des fantoches protestants. Mais, après avoir, dans un premier temps tous protesté violemment, les différents dirigeants protestants se soumettent finalement les uns après les autres à leurs maîtres britanniques. Seule la fasciste "Ulster Vanguard" de Craig résiste encore et refuse de partager ses privilèges. Craig a même réussi à entraîner dans ses manifestations et grèves une partie importante du prolétariat protestant. Si le prolétariat protestant a un sort plus enviable que celui du prolétariat catholique (moins de chômeurs ; salaires et logements plus décents) il n'en a pas moins le même intérêt que lui, chasser l'impérialisme Anglais. Mais la politique de division du prolétariat irlandais par la religion, est encore efficace, le succès de Craig en est la preuve.

Avec le référendum sur l'Europe, la Grande Bretagne est au premier plan de l'actualité. Et ce n'est pas un hasard si Heath a décidé maintenant de se débarrasser le plus vite possible du fardeau irlandais, avant son entrée dans le Marché Commun. Cette Grande Bretagne, qui va rentrer dans l'Europe, est un pays impérialiste, qui opprime le peuple irlandais. C'est de la même façon que, avant de se lancer à fond dans l'opération Europe, l'impérialisme français avait été obligé de régler ses affaires coloniales en Algérie. Voilà l'Europe que veulent construire les capitalistes, une Europe impérialiste. Le peuple irlandais saura imposer par les armes sa réponse à cette Europe là, en chassant les troupes d'occupation et l'impérialisme britannique.

**Cifte**

# GREVE CONTRE LA REORGANISTION ET UN LICENCIEMENT

**UNE REORGANISATION EN VUE DU PROFIT MAXIMUM QUI AGGRAVE LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES OUVRIERS.**

Depuis une semaine, les ouvriers de la CIFTE, usine de tubes de télévision, subissent directement les effets de la réorganisation accélérée qu'opèrent actuellement tous les grands trusts pour faire face à la crise. A la CIFTE, c'est le trust Thomson-Brandt qui agit.

— **Première opération :** Un nouveau tapis d'alimentation des chaînes est installé. Conséquence : la cadence passe de 180 tubes à 240 tubes à l'heure.

— **Deuxième opération :** Le trust décide de supprimer une des trois équipes qui font les 3 x 8. L'usine continue à tourner en 3 x 8, mais avec deux équipes seulement. Si bien que chaque jour, l'usine s'arrête 8 heures (le matin, l'après-midi, ou le soir suivant les semaines).

— **Troisième opération :** Il faut éliminer le personnel d'une équipe. La direction pourrait procéder à un licenciement collectif. Pas question. C'est long : il faut avertir l'inspection du travail, il faut donner des délais de congé. Ca coûte : il faut payer des indemnités de licenciement. Et surtout, une telle mesure de licenciement risque d'entraîner une riposte massive des ouvriers. La direction se souvient encore du mal qu'elle a eu à opérer le licenciement collectif de 300 ouvriers algériens en février 1968. Alors, le trust utilise l'arme qu'est pour lui l'institution des ouvriers intérimaires qu'il peut vider sans indemnités ni délais. La CIFTE utilise d'ailleurs depuis longtemps des intérimaires. Avec habileté, elle ne les licencie pas tous. Pourquoi ? Cela lui permet de faire peser sur tous les ouvriers des menaces de licenciements, donc de tenter de les diviser, de menacer les salaires, d'empêcher les luttes.

— **Quatrième opération :** L'utilisation de la maîtrise. Elle aussi, se sent menacée. Si des ouvriers sont licenciés, tous les chefs sont encore là, et toute la maîtrise d'une équipe se trouve en surnombre (un chef pour trois ouvriers). Les chefs ont peur que le patron en licencie quelques-uns et d'ailleurs, la direction fait courir des bruits de licenciements. Résultat : pour se faire bien voir, les chefs redoublent de zèle. C'est à celui qui brimera le mieux les ouvriers, qui fera le mieux respecter les cadences. Autant de gagné pour le trust : pour le moment, il est ainsi sûr que sa mesure de réorganisation (faire produire plus sans perdre un sou, mais, au contraire, y gagner) réussit et, par la suite, il a toute liberté de se débarrasser d'un de ses laquais.

Toutes ces mesures permettent à la direction de réduire légèrement la production, car un excédent trop important ne pourrait pas s'écouler ; de faire effectuer cette même production légèrement réduite par une équipe de moins, tout en profitant des avantages du tarif de nuit de l'EDF ; et enfin de licencier cette troisième équipe en douceur. Pour les ouvriers qui restent, cela se traduit par une aggravation de l'exploitation (augmentation des cadences et brimades des chefs). Pour ceux qui partent, c'est le chômage.

**UNE GREVE CONTRE CES MESURES D'EXPLOITATION**

Vendredi 24 mars : 2 cadres attendent à l'entrée de l'équipe du matin un ouvrier algérien. Ils l'emmènent au vestiaire, lui remettent ses affaires et lui annoncent son licenciement sans indemnité, ni préavis. Motif : n'arrive pas à tenir les cadences. La riposte est immédiate, tous les ouvriers de son atelier (qui sont tous immigrés) débrayent spontanément. Eux aussi, ils ont du mal à tenir les nouvelles cadences, ils n'en peuvent plus de supporter les brimades des petits chefs. Ce licenciement, il les menace tous, un jour où l'autre. Le problème est d'élargir la grève aux autres ateliers. Immédiatement les cadres sont arrivés : "Vous n'êtes pas délégués, vous n'avez pas le droit d'aller dans les autres ateliers". Les délégués CGT sont contre la grève. Les grévistes arrivent à emmener un délégué CGT et le poussent devant eux pour ainsi entrer dans les autres ateliers et faire débrayer. La plupart des ouvriers algériens débrayent toute la journée et pendant l'équipe de nuit sur ces revendications :

— pas un seul licenciement : réintégration immédiate du camarade licencié.
— baisse des cadences.
— garantie des postes et des salaires.
— contre la dictature patronale.

Le lundi, le débrayage continue. Un des délégués CGT algérien opère son travail de sabotage de la lutte sur des thèmes connus: il y a trop de revendications, chacun demande ce qu'il veut ; le patron ne cèdera pas à une centaine d'ouvriers (refrain bien connu déjà entonné à propos de la grève des ouvriers immigrés à la Penarroya). Il tente de diviser en affirmant : les célibataires peuvent faire la grève, ils n'ont pas de mandats à envoyer à leur famille ; les autres ne peuvent pas. Autrement dit, pour la CGT, comme pour les capitalistes, les ouvriers immigrés sont en France pour travailler et se faire exploiter. La grève, ça n'est pas pour eux.

Mais seuls, les ouvriers les plus combatifs dénoncent la CGT. En effet, dans le cadre d'un mouvement spontané, qui n'a pas été préparé, il est difficile aux ouvriers les plus avancés de trouver les arguments qui permettent de démasquer ce délégué qui a une longue expérience de duperie et de trahison des ouvriers algériens. Si les ouvriers sont prêts à la lutte contre les cadences, les menaces de licenciement et de chômage, le problème de la poursuite de la lutte est difficile à régler, à plus forte raison, quand la CGT présente et relativement influente utilise sa longue expérience pour saboter la lutte dans l'œuf. Quand la lutte contre l'exploitation dans une usine passe par un affrontement direct contre la ligne de la CGT, démasquer la CGT par rapport aux objectifs de la lutte ne suffit pas, il faut aussi démasquer sa ligne de trahison de classe. L'expérience que les ouvriers font dans la lutte contre l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail doit être éclairée de la théorie révolutionnaire. Ce n'est pas la fantaisie de tel ou tel patron ou directeur de trust qui aggrave l'exploitation, c'est l'essence même de l'impérialisme qui pousse les trusts à extorquer le maximum de plus-value à la classe ouvrière. Ce n'est pas seulement tel ou tel délégué CGT qui trahit, c'est la stratégie et la tactique même du révisionnisme qui conduit à la collaboration de classe. A ce prix, les ouvriers se mobiliseront contre l'exploitation et une frange d'entre eux se mettra à leur tête pour détruire le système impérialiste et instaurer le socialisme.

**EUROPE** suite de la p. 2

(1959, 1964), et obtient en 1966 la liquidation des bases US en France (mais se garde bien de retirer ses troupes d'Allemagne). En même temps, il prend l'initiative de nouer des liens directs, sans passer par les USA, avec les révisionnistes soviétiques (Krouchtchev à Paris en 1960). De son côté, la RFA, tout en renforçant sans cesse la Bundeswehr (armée de la RFA) se met à poser officiellement la question de son droit à l'arme atomique.

**LES IMPERIALISMES EUROPEENS ASPIRENT A L'HEGEMONIE MONDIALE.**

La fin des années 60 et le début des années 70 marquent un tournant dans l'évolution du rapport inter-impérialistes. Déclin précipité de l'impérialisme US dans tous les domaines : défaites en Indochine (Têt 68, Cambodge 70) révolte des ghettos nojrs, récession économique, dévaluation du dollar (1971); difficultés croissantes du social-impérialisme soviétique : Tchécoslovaquie 1968, Pologne (1970). Dès lors, par sa puissance économique, le bloc des Six est devenu un rival direct des USA. Il les dépasse par son rythme de développement industriel, par le volume de son commerce extérieur, par ses réserves d'or et de devises étrangères. Dès lors "la bourgeoisie monopoliste de l'Europe occidentale, veut dominer toute seule en Europe et, en unissant toutes ses forces et toutes ses ressources, s'opposer autant qu'elle le pourra à la bourgeoisie impérialiste US et à la bourgeoisie social-impérialiste, afin de prétendre comme elle à l'hégémonie mondiale" (Zéri i populit). Cela signifie que pour conquérir cette position dominante, elle est amenée inévitablement, dans le cadre de la crise générale de l'impérialisme, à renforcer son exploitation du prolétariat en Europe et des peuples dominés.

Mais l'unification politique de ce bloc économique est loin d'être réalisée. Et chacun des "partenaires" impérialistes, principalement la RFA, la France, et maintenant la Grande Bretagne, lutte pour s'assurer l'hégémonie politique du bloc européen.

En même temps, les deux superpuissances, les USA et l'URSS ne cessent d'intervenir et de faire pression pour diviser ce bloc et aiguiser les contradictions en son sein. (Nous nous proposons d'examiner prochainement le jeu complexe de ces différentes contradictions au sein de l'Europe).

Aussi l'histoire a balayé les mensonges répandus par la bourgeoisie et ses valets révisionnistes après chaque carnage impérialiste sur la possibilité d'un développement pacifique de l'impérialisme, d'une union pacifique entre les impérialismes : l'hégémonie mondiale US n'a eu qu'un temps et la tentative de domination en commun URSS-USA n'en a pas pour longtemps non plus. Au contraire, les contradictions entre les impérialismes et le danger d'une nouvelle guerre mondiale subsiste. Seule la révolution prolétarienne, en détruisant l'anarchie capitaliste, en instaurant le socialisme, mettra fin aux luttes sanglantes des rapaces impérialistes à l'agonie.


**abonnez-vous à front rouge**

| | France | | Etranger | |
|---|---|---|---|---|
| Pli normal | 1 an | 20 F | 1 an | 40 F |
| | 6 mois | 10 F | 6 mois | 20 F |
| Pli fermé | 1 an | 70 F | 1 an | 100 F |
| | 6 mois | 35 F | 6 mois | 50 F |


**A PARAITRE**

**UNE BROCHURE**

**CONTRE LE SPONTANEISME**

*Dans la lutte pour l'unité des marxistes léninistes, la bataille contre le spontanéisme est importante. Front Rouge fait paraître une brochure "contre le spontanéisme" actuellement sous presse (on peut en passer commande dès maintenant). Nous en publions ici l'introduction.*

# PROBLEMES DE NOTRE REVOLUTION

# CONTRE LE SPONTANEISME

**HUIT ANS DEJA...**

Voilà maintenant plus de 8 ans qu'un mouvement révolutionnaire a commencé à se faire jour en France. Les promesses des débuts de ce mouvement n'ont guère été tenues, puisque le projet de rallier une frange importante de la classe ouvrière est encore à l'ordre du jour. L'implantation dans les principales entreprises d'une force politique d'avant garde ne fait que s'engager. C'est pourtant là, et là seulement, que peuvent se mesurer les progrès ou les retards dans l'avancée de la révolution en France. Les conditions matérielles d'une transformation révolutionnaire dans notre pays sont depuis longtemps mûres, depuis plus d'un demi-siècle précisément. Ce qu'il faut réunir, ce sont les conditions subjectives de la révolution prolétarienne et avant tout, engager sans retard, sans détour, l'édification et le développement d'un parti communiste authentique, capable de conduire la classe ouvrière à la prise du pouvoir d'état et à l'exercice de sa dictature.

Les 8 années écoulées montrent que l'emprise politique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière n'a pas été véritablement sapée. La force politique à qui est dévolue la tâche de maintenir dans l'ornière réformiste le prolétariat de notre pays, le P."C".F., continue de couler de beaux jours. Elle le peut, elle n'est pas sérieusement ébranlée. Et par un effet de paradoxe, c'est au moment où la Chine et l'Albanie socialistes, bases rouges de la révolution mondiale, provoquent jusque dans le monde impérialiste une réaction d'intérêt, c'est au moment où les mensonges déversés sans relâche depuis plus de 20 ans commencent à laisser place jusque dans les colonnes des journaux bourgeois à une constatation, bien déformée, bien fallacieuse encore, les succès gigantesques du socialisme, que le mouvement révolutionnaire cherche encore sa voie et souvent s'égare. Pourtant les conditions de la victoire du socialisme dans ces pays sont, par delà les conditions historiques particulières propres à ces révolutions, toujours les mêmes. Les enseignements que tout révolutionnaire peut en tirer se résument en d'inflexibles vérités. Pour faire la révolution il faut un parti révolutionnaire, armé du marxisme léninisme, lié étroitement aux masses, parti de la classe ouvrière, capable de ce fait de transformer en insurrection victorieuse une situation de crise ouverte dans le système impérialiste. Les formes que peut prendre cette crise sont multiples : guerre, fascisme, chômage massif, paupérisation accrue de la classe ouvrière. Mais, si, négliger les lois générales de la révolution conduit dans tous les cas à l'échec, ne pas tenir compte des conditions concrètes de la révolution dans un pays donné aboutit au même résultat. Opposer les lois générales de la révolution aux conditions concrètes du pays conduit au révisionnisme. C'est de ces différentes formes d'opportunisme que le mouvement révolutionnaire a été et reste encore malade. Ces maladies font la faiblesse du mouvement révolutionnaire. Lui rendre force et vigueur commence par la lutte contre l'affection la plus grave qui touche ce mouvement, celle qui le rend le plus inoffensif, le plus débile, dans le combat nécessaire contre le révisionnisme moderne, condition à toute victoire sur la bourgeoisie impérialiste : le spontanéisme.

**LE SPONTANEISME.**

Le spontanéisme domine le mouvement révolutionnaire ; les formes qu'il présente sont diverses. Le spontanéisme ne consiste pas simplement à nier la nécessité du parti d'avant-garde, bien qu'il présente aussi cet aspect. Le spontanéisme peut tout aussi bien consister dans la juxtaposition d'une revendication formelle de construction du parti et d'une pratique qui dément cette revendication. Le spontanéisme caractérise avant tout une conception fondamentalement identique, malgré les apparences, de la relation partimasses, de l'élaboration d'une ligne politique, c'est-à-dire, en dernière analyse, de la révolution. Le spontanéisme est le symptôme de l'échec à se démarquer réellement du révisionnisme moderne. Maladie du mouvement révolutionnaire naissant, c'est une maladie infantile qui résulte davantage de la rencontre récente entre les nouvelles couches de jeunes révolutionnaires et le mouvement ouvrier que d'une théorisation erronnée d'une expérience révolutionnaire de masse. Quoi d'étonnant à ce que cette rencontre engage avec elle son lot d'illusions et d'erreurs ? Le problème précisément est de n'y point persévérer, de déterminer comment en sortir.

Un des ressorts les plus puissants pour s'en dégager consiste bien sûr dans la prise de conscience de l'échec du spontanéisme, Aujourd'hui de très nombreux militants se sont parfaitement rendus compte que leurs efforts n'ont pas abouti, certains s'en trouvent découragés ou attendent que la situation se clarifie. Confiants dans l'avenir de la révolution, ils ne voient pas sur quelle voie s'engager pour qu'elle progresse. La raison de cela, ce n'est pas tant que les illusions et les retombées du mouvement de mai 68 sont cruellement dissipées, mais c'est avant tout que l'hypothèse révolutionnaire qu'ils ont expérimentée dans la pratique, a marqué sa rupture avec la réalité. La confrontation des faits et des perspectives ouvertes a montré le caractère illusoire des thèses politiques avancées par les organisations révolutionnaires qui se sont manifestees au lendemain de mai. C'est ce jugement de la vie qui est à l'origine de la démobilisation d'une masse importante des forces révolutionnaires apparues ces dernières années. Cependant les échecs sont présentés comme de relatifs succès qu'il s'agit d'étendre à condition bien sûr de modifier totalement la ligne suivie. Les notions d'étape, de phase historique sont alors de véritables escamotages des erreurs passées, tout n'étant bien sûr pas négatif dans un travail politique donné, les aspects négatifs dominants sont portés au compte des limites nécessaires de la période, période qu'il s'agit au plus vite de dépasser. Est-ce une invention ? Lisons plutôt ce qu'écrivent nos camarades de la Cause du Peuple dans leur Cahier : "Elargir la résistance" : "Il faut détruire le style G.P., il était admirablement adapté à la phase précédente, nous provoquions la lutte de classe, nous installions la lutte dans l'usine, on faisait apparaître des lignes de partage... Ce style de travail agressif, qui visait à introduire la guerre dans l'usine doit une fois la guerre commencée, être dépassé".

Il est bien clair qu'une telle démarche va à l'encontre d'une recherche honnête et approfondie des causes et des échecs rencontrés, il est évident qu'elle engage un cran plus avant l'organisation qui la met en œuvre dans la voie des illusions. Ce faisant, tout comme l'attitude consistant à imputer la stagnation ou le recul aux seules infiltrations d'éléments contre-révolutionnaires, qu'il ne s'agit évidemment pas de nier, mais seulement d'apprécier à sa juste portée, cette démarche sape l'unité du mouvement révolutionnaire. Car l'unité des révolutionnaires ne peut se faire sur des positions politiques erronnées, sur une ligne fausse. La première condition de l'unité, c'est une ligne juste et non un appel sentimental et creux à l'unité. C'est pour avancer dans l'unification des forces révolutionnaires qu'il nous faut lutter sans complaisance, sans relâche contre les conceptions erronnées qui dominent. Par delà les divisions et la dispersion actuelle des forces, les perspectives qui s'ouvrent à nous sont immenses. Pour commencer à les ouvrir, il nous faut d'abord être lucides.

## UN CHIFFRE NON SURESTIME

# UN MILLION DE CHOMEURS COMPLETS EN FRANCE

Licenciements massifs, fermetures d'usines, réduction d'horaires, augmentation rapide du nombre de chômeurs, situation de plus en plus dramatique pour les ouvriers dans certaines régions (telle la Lorraine) particulièrement frappées par la réorganisation et la "rationalisation" capitaliste : le chômage est un problème aigü pour la classe ouvrière.

Bien plus, tout laisse à prévoir qu'il le deviendra de plus en plus en raison de la récession économique qui commence à toucher tous les pays capitalistes, que ce soit les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la France ou le Japon.

— En Italie, cela fait déjà bien longtemps que le "miracle économique" a fait long feu : l'année dernière le nombre de chômeurs (entendu au sens officiel, c'est-à-dire largement minimisé) est passé de 870 000 à 1 060 000 en l'espace d'un an.

— En Angleterre, près de 500 000 travailleurs ont été licenciés en l'espace de 12 mois et le nombre de chômeurs est actuellement de l'ordre de 1 million (estimation officielle).

— En Allemagne, tout le monde s'attend, y compris les capitalistes, et les experts bourgeois à une récession grave cette année et elle commence déjà à se manifester par des fermetures d'usines et la mise en chômage partiel notamment en Sarre.

— En France, l'INSEE elle-même, est obligée de reconnaître que le chômage va augmenter cette année : "le problème de l'emploi va devenir plus aigü sans qu'on puisse entrevoir de solution immédiate" (rapport INSEE 21.2.72). Le rapport prévoit 420 000 chômeurs officiels en juin, contre 389 000 aujourd'hui. Mais aussitôt cette officine du gouvernement s'empresse d'ajouter : "vouloir assainir le marché du travail en pratiquant une politique de relance, c'est courir le risque de relancer la hausse des prix". Et voilà, le tour est joué : on offre à la classe ouvrière le choix suivant : le chômage et plus de hausse des prix, ou pas de chômage et des prix qui montent en flèche. En fait les 2 s'abattent sur les travailleurs : chômage : + 10 000 par mois, et hausse des prix : + 2 % depuis le début de l'année.

Et ce n'est pas les déclarations rassurantes de Fontanet sur une soi-disant progression des offres d'emploi non satisfaites, ni celles de son maître Pompidou, quand il prétend que les chômeurs sont simplement quelques ouvriers qui ont du mal à trouver un emploi, qui changeront quoi que ce soit.

Dans cet article nous nous bornerons à donner une évaluation grossière du chômage total. Prochainement nous examinerons la question du chômage partiel, qui, plus encore que le chômage total, est minimisée par la bourgeoisie et les révisos.

Pour mesurer (et minimiser) le nombre de chômeurs à plein temps, la bourgeoisie utilise 2 séries de chiffres : d'une part, les demandes d'emploi non satisfaites que recueille l'Agence nationale pour l'emploi. D'autre part, les chiffres périodiques fournis par les recensements ou enquêtes sur l'emploi par l'INSEE.

### LES DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES

Il s'agit de chômeurs qui s'inscrivent dans les bureaux de main d'œuvre de l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'emploi), et qui n'ont pas encore trouvé de travail.

Depuis 2 ans le nombre de demandes non satisfaites a augmenté considérablement, passant de 216 800 en septembre 69 à 385 000 en février 72, *soit une augmentation de 77 %*

L'évolution est la suivante :

| Janv. 70 | Juil. 70 | Oct. 70 | Janv. 71 | Juil. 71 | Sept. 71 | Fev. 72 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 220 000 | 250 000 | 280 000 | 308 000 | 312 000 | 354 000 | 385 000 |

Mais aujourd'hui, le nombre de chômeurs est supérieur à 385 000. En effet, ne s'inscrivent en général dans les bureaux de chômage que ceux qui ont droit soit à la sécurité sociale, soit à l'allocation de chômage.

Pour avoir droit à l'allocation de chômage, il faut :

— ou bien avoir travaillé déjà pendant 6 mois.

— ou bien avoir 17 ans, terminé ses études depuis moins d'un an, être inscrit comme demandeur d'emploi depuis 6 mois, et être titulaire d'un diplôme : licence, études techniques, ou centre professionnel. De nombreux chômeurs préfèrent chercher du travail sans s'inscrire à l'agence.

Il y a en plus les jeunes travailleurs, qui, pour leur immense majorité, n'ont pas droit à l'allocation chômage et qui bénéficient de la sécurité sociale de leurs parents. Il en résulte qu'un nombre infime de jeunes travailleurs (4 799 de moins de 20 ans en 68) ont droit à l'allocation chômage, alors que 400 000 jeunes cherchaient leur premier emploi.

Il y a en plus les femmes qui cherchent du travail, soit qu'elles n'aient jamais été salariées, soit après une interruption de plusieurs années.

Enfin, une partie des travailleurs immigrés qui viennent d'arriver en France et qui n'ont droit ni à la sécurité sociale, ni à l'allocation de chômage.

Il en résulte que le nombre de demandes d'emploi non satisfaites est largement inférieur au nombre réel de chômeurs à temps plein.

### LES CHOMEURS RECENSES

Périodiquement, la bourgeoisie fait un recensement du nombre de chômeurs.

A la différence de l'enregistrement des demandes d'emploi non satisfaites qui sont publiées chaque mois, ces recensements sont très réguliers.

Il s'agit de :

— soit des recensements généraux de la population ; (espacés tous les 6 à 8 ans), dont les derniers ont eu lieu en 62 et 68.

— soit d'enquêtes sur l'emploi réalisées par l'INSEE, par sondages et ceci en octobre 60 et 62, en mars 63, en octobre 64, mars 65, octobre 66 et mars 67.

Mais pour la bourgeoisie, n'est pas forcément chômeur celui qui n'a pas de travail et déclare en chercher. En effet, au cours de ces recensements, elle distingue 2 sortes de chômeurs :

— "les chômeurs au sens strict" : ce sont ceux qui se classent spontanément comme tels à la question 6 de l'imprimé nº 1 : occupation principale à l'époque de l'enquête, "est au chômage, recherche un emploi".

— ceux qu'elle appelle "les chômeurs marginaux" : ce sont ceux qui "n'ont pas déclaré être au chômage à l'occasion de la question précédente, mais, s'étant dit sans emploi, répondent par l'affirmative à la question posée plus loin : "cherchez-vous un emploi salarié".

Ces chômeurs n'ont rien de "marginaux". Il s'agit simplement de personnes qui ne se considèrent pas spontanément comme chômeurs, soit parce qu'ils n'ont pas été licenciés, soit parce qu'ils n'ont jamais été salariés (femmes d'ouvriers, artisans ruinés, paysans qui quittent leur terre), mais qui se présentent maintenant sur le marché du travail parce que le capitalisme a détruit leurs conditions d'existence. Cette distinction n'a pour but que de minimiser le nombre réel des chômeurs, car tous les chiffres cités par la presse se rapportent aux *"chômeurs au sens strict"* et écartent les prétendus "chômeurs marginaux".

*1. Combien de chômeurs "au sens strict" recensés ?*

Les chiffres fournis par la bourgeoisie sont les suivants :

| Mars 62 | Oct. 62 | Mars 63 | Oct. 64 | Mars 65 | Oct. 66 | Mars 67 | Mars 68 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 195 674 | 254 000 | 223 200 | 254 400 | 235 800 | 371 400 | 304 800 | 437 740 |

Mais, dans les périodes entre les recensements et les enquêtes sur l'emploi, comment peut-on évaluer ce que la bourgeoisie appelle les chômeurs "au sens strict". Comment, surtout peut-on évaluer ce chiffre après 1968 ?

Si l'on prend les chiffres de deux recensements de mars 1962 et mars 1968, on constate que le rapport entre le nombre de chômeurs "au sens strict" et le nombre de demandes non satisfaites recueillies à l'Agence pour l'emploi est relativement stable et se situe autour de 1,7. Aussi, pour avoir une estimation grossière du nombre de chômeurs "au sens strict" depuis 68, il suffit de multiplier le nombre de demandes non satisfaites par le coefficient 1,7.

Cela donne :

| Janv. 70 | Juil. 70 | Oct. 70 | Janv. 71 | Juil. 71 | Sept. 71 | Fev. 72 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 220 000 | 250 000 | 280 000 | 308 000 | 312 000 | 354 000 | 385 000 |
| x 1,7 | x 1,7 | x 1,7 | x 1,7 | x 1,7 | x 1,7 | x 1,7 |
| 374 000 | 425 000 | 476 000 | 515 000 | 530 000 | 602 000 | 654 500 |

Ces derniers temps, en vue de masquer l'extension du chômage, la bourgeoisie a prétendu que le coefficient de 1,7 valable en gros dans la période entre 62 et 68 était maintenant "surestimé" du fait que l'Agence nationale pour l'emploi "recensait beaucoup mieux les chômeurs".

En l'espace de 2 ans, le coefficient serait passé de 1,7 à 1,6, puis de 1,35 à 1,3 pour devenir aujourd'hui inférieur à 1,3, coefficient avec lequel le P"C"F est d'accord. De telle manière que le nombre des chômeurs serait non pas de 650 000, mais "seulement" de 500 000, c'est-à-dire à peine plus que le nombre de chômeurs "au sens strict" recensés en mars 1968.

La belle feinte : au fur et à mesure que le chômage augmente, la bourgeoisie baisse le coefficient, qui multiplié par le nombre de demandes d'emploi non satisfaites, permet d'avoir une estimation grossière du nombre de chômeurs (à l'exclusion des chômeurs dits "marginaux"). En fait, il est plutôt fort probable que le coefficient, au lieu de baisser, a monté depuis 68, du fait du nombre toujours plus important de jeunes, relativement à la population active, qui se présente sur le marché du travail chaque année, jeunes qui, pour la grande majorité ne s'inscrivent pas à l'Agence.

*2. Combien de chômeurs dits "marginaux"*

Pour avoir une idée de l'importance du chômage total, il est nécessaire d'ajouter aux 654 500 chômeurs ci-dessus, le nombre des chômeurs dits marginaux écartés des statistiques bourgeoises concernant le chômage.

Parlant de ce chômage "marginal", la revue "Etudes et Conjonctures" avoue : "Il n'y a pas, à proprement parler, de différence de nature avec le chômage au "sens strict". On peut penser qu'en période de suremploi (sic) les chômeurs marginaux constituent une réserve de personnes qui accepteraient volontiers un emploi pourvu que les conditions de travail leur apparaissent comme satisfaisantes".

Aussi, ces chômeurs dits marginaux font partie intégrante de l'Armée des chômeurs disponibles pour le capital : *ils forment, au même titre que les autres chômeurs, une réserve de travailleurs* parmi lesquels, les capitalistes peuvent puiser lorsqu'ils en ont besoin, après avoir, au préalable, rendu extrêmement précaires leurs conditions d'existence, afin de les forcer à venir vendre leur force de travail.

*1935, la marche des chômeurs du nord sur Paris...*

Il s'agit par exemple :

— des femmes travailleuses qui ont arrêté pendant quelques années pour élever leurs enfants et cherchent du travail pour les mêmes raisons.

— des paysans, hommes et femmes, qui ne peuvent plus subsister par le travail à la campagne et qui cherchent un emploi salarié comme ouvrier.

Il s'agit donc, le plus souvent, d'une armée de réserve "latente" qui est en train de se prolétariser (et que les capitalistes savent fort bien utiliser par exemple par leur politique de décentralisation).

Il s'agit donc aussi d'une partie de "l'armée de réserve du Capital" qu'il est très difficile de chiffrer.

D'après les chiffres fournis par les recensements et les enquêtes sur l'emploi, le nombre de chômeurs dits marginaux serait le suivant :

| Mars 63 | Mars 65 | Mars 67 |
|---|---|---|
| 120 000 | 124 000 | 132 000 |

Ainsi, quand les estimations bourgeoises les plus pessimistes avancent un total de 500 000 chômeurs à plein temps, elles sont bien en dessous de la réalité. Sans surestimer, un million de chômeurs serait bien plus vraisemblable. En effet, il y a déjà 654 000 chômeurs dits "au sens strict" ; pour obtenir un total de un million, il suffirait d'ajouter 350 000 chômeurs dits "marginaux", chiffre qui n'est sûrement pas exagéré.

Par contre, d'après une enquête menée par l'INSEE, au début 1964, le nombre de femmes qui, sans se considérer au chômage, ont déclaré ne pas avoir d'emploi et en rechercher un, était de 425 000 : ce qui prouve bien que les 120 000 "chômeurs marginaux" annoncés par la bourgeoisie pour cette époque n'ont aucun rapport avec la réalité.

## a propos de la baisse du salaire réel

La semaine dernière, Front Rouge avait examiné les 2 indices de l'INSEE et de la CGT, et comment les manipulateurs bourgeois et révisos truquaient leurs indices pour masquer chacun à **leur profit** la baisse du salaire réel des couches les plus exploitées du prolétariat. L'INSEE en annonçant une progression de 0,6 % de l'indice des prix au mois de février se paye le luxe de tourner en ridicule la CGT soi-disant défenseur des intérêts du prolétariat qui n'annonce que 0,5 %. Celle-ci s'empresse de se justifier en prétendant que le mois de janvier est... une exception. De cette bataille de falsificateurs, la classe ouvrière ne tire qu'une preuve : ces deux indices sont bien truqués..

D'ailleurs, ce n'est pas à ces indices qu'elle se référera pour calculer les conséquences des nouvelles hausses des prix qu'annonce la bourgeoisie. Le lait va passer de 1,04 F à 1,13 F le litre, soit 8,6 % d'augmentation ; les tarifs des transports des marchandises augmentent de 3,8 % et 7,8 % pour les transports en express. Ces augmentations seront répercutées sur les prix à la consommation. En février, l'indice des prix alimentaires de gros a monté de 1,6 %, c'est dire que par répercution, l'escalade des prix de détail va connaître une nouvelle ampleur ce mois-ci. Il s'agit d'une nouvelle offensive de la bourgeoisie contre les conditions de vie de la classe ouvrière.

N.B. : à propos de l'article de Front Rouge 19, deux précisions sont à apporter sur l'origine de nos chiffres :

1. Le tableau qui montrait la baisse du salaire réel était basé sur le salaire horaire d'un manœuvre de la région parisienne : salaire en 1938 : 8,21 F de l'époque ; en 1969, SMIG : 3,15 F. Les prix des différentes marchandises viennent des tableaux de l'Economie française de 1900 à 1969 (INSEE).

2. La question du loyer : le bas prix du loyer en 1947, semble dû en partie au fait que de nombreux travailleurs vivaient dans des cités d'urgence, où les loyers étaient presque nuls. Toujours est-il qu'aujourd'hui, une cabane dans un bidonville peut coûter 10 à 20 % du salaire.

En fait, ces chiffres sont à vérifier par les vieux travailleurs qui ont vécu cette période. Front Rouge les engage à écrire au journal pour fournir tous leurs souvenirs sur les prix et les salaires aux différentes périodes. C'est grâce à eux et non aux indices bourgeois et révisos que nous pourrons mener la bataille sur la baisse du salaire réel.

## a propos des ITC et ETAM de l'industrie

L'article sur les ITC en France paru dans le numéro 17, intitulé "Les ITC, à 95 % des ennemis du prolétariat" donne un point de vue erroné sur le rôle de ces couches dans la révolution. Précisons :

1. L'erreur essentielle, et qui est bien caractérisée dans le titre et la dernière phrase de l'article "ce sont des ennemis du prolétariat" consiste à vouloir tirer d'un début d'analyse économique des conclusions politiques sur les ennemis de la révolution prolétarienne. L'économie de cette analyse politique (qui ne peut être que le résultat d'un travail d'enquête prolongé sur l'attitude de ces couches pendant les luttes du prolétariat) conduit à grossir démesurément le camp des ennemis, à mélanger dans ce camp les possibles alliés, les couches à neutraliser et les couches ennemies. L'exemple le plus caricatural de cette erreur a consisté à classer tous les employés de bureau d'usine dans ces ennemis du prolétariat. De plus, l'analyse, telle qu'elle est présentée, exclut la possibilité que des éléments isolés de ces couches rejoignent le camp de la révolution, abandonnant leurs intérêts de classe pour ceux du prolétariat. Or, l'histoire des partis communistes, des révolutions compte de tels exemples.

2. Une deuxième erreur a consisté à ne pas bien mettre en évidence l'objet de l'article, à savoir : début d'analyse économique des couches que la bourgeoisie et les révisos reclassent sous le vocable ITC, ETAM **travaillant dans l'industrie.** Ainsi, certains lecteurs, ont pu croire que l'on parlait des cadres en général, des employés de commerce dans leur ensemble.

Aujourd'hui, où dans de nombreuses usines, des couches de la classe ouvrière entrent en contradiction ouverte avec le personnel d'encadrement, où les révisionnistes du P"C"F et de la CGT, les réformistes cherchent systématiquement à obscurcir la prise de conscience du prolétariat sur le rôle de ces couches, il est particulièrement important de fournir au prolétariat des explications conformes à la réalité, d'avancer dans la connaissance de ces couches de la petite bourgeoisie. D'où l'importance, pour le comité de rédaction que soit corrigée l'analyse de l'article du nº 17.

Imprimerie P. Guillaux, 92, rue de la Villette, Lyon. — Dépôt légal nº 275, 2e trimestre 1972. — Directeur de la Publication : Camille Rey. — Distribué par NMPP. — Commission Paritaire 51 165.